



DECLARATION

CTL DU 4 juillet 2016 (2ème convocation)

Madame la Présidente,

Les agents de la DGFIP sont représentatifs de nos concitoyens. Beaucoup d'entre eux ont manifesté leur désarroi face aux nombreuses régressions sociales que connaît notre pays. Ainsi, dans le cadre de nombreux échanges effectués lors des dernières HMI de juin que nous avons menées et diverses visites de postes, les représentants CGT Finances Publiques des personnels de la DDFIP 07 ont entendu les inquiétudes qui pèsent sur leur quotidien.

Ils sont d'accord lorsque la CGT Finances Publiques s'oppose, depuis le début, au projet de loi travail.

Malgré la mobilisation des salariés, des étudiants et des lycéens, malgré une opinion publique hostile, le gouvernement a donc décidé de passer en force en utilisant le 49.3 et a fait adopter en première lecture à l'assemblée nationale son projet de loi sans vote !

Véritable signe de faiblesse du gouvernement, celui-ci a été contraint d'utiliser ce déni de démocratie faute de majorité dans son propre camp. Rappelons-nous que par le passé, les convergences de lutte entre travailleurs ont permis de remettre en cause des lois destructrices de nos droits déjà votées .

Depuis les manifestations de salariés et de jeunes se sont multipliées partout en France, atteignant plus d'1 million de manifestants le 14 juin.

Les votations citoyennes, qui continuent d'être récoltées, ont été remises à la Présidence de la République : 704 109 personnes ont voté, 92 % pour le retrait de la loi.

Les travailleurs de ce pays plébiscitent une répartition plus humaine et équitable du temps de travail. A leurs côtés, la CGT contre ce fléau social que représente le chômage de masse propose la réduction du temps de travail à 32 heures. La modernité c'est « travailler moins et donc mieux », c'est la retraite à 60 ans, c'est un code du travail protecteur ...

La régression sociale est incarnée par un patronat sans scrupules et un gouvernement de trahison qui main dans la main veulent casser tous nos acquis issus des grandes luttes

sociales de ce pays.

Travailler moins pour travailler toutes, tous et mieux est pourtant plus que jamais d'actualité, contrairement aux mesures proposées dans le projet de loi El Khomeri. La réduction du temps de travail a d'ailleurs prouvé son efficacité dans la lutte contre le chômage. Lors de la mise en place des 35 heures 350 000 emplois directs ont été créés, non pas selon les chiffres de la Cgt, mais selon ceux de l'Insee.

Pour beaucoup de salariés à temps partiel, souvent des femmes, cela signifiera travailler plus pour un salaire supérieur. La proposition de la Cgt va donc dans le sens de l'histoire, du progrès social et de ce qui est fait par ailleurs comme en Suède, pays souvent pris en exemple en matière d'innovation sociale, où est expérimentée, avec succès, la semaine de 30 heures.

Enfin, les agents de la DGFIP déplorent que la situation de la DGFIP soit à l'image de la situation sociale du pays. Tout comme beaucoup de nos concitoyens, les agents de la DGFIP sont ceux qui ont le plus contribué à l'effort de « guerre ». Des efforts imposés qui ont conduit à l'affaiblissement du service au public.

Pour ce qui concerne plus particulièrement la DDFIP 07, les documents de travail montrent la souffrance des collègues :

Vous expliquez l'augmentation des congés maladies par la suppression du jour de carence... Personne ne choisit d'être malade, et pour nous la pression et la charge de travail en constante augmentation conduisent les collègues à une fatigue mentale, une véritable souffrance au travail, qui peuvent déboucher sur un syndrome d'épuisement professionnel, voir pire...

L'analyse de la Direction qui concède une pression de la charge de travail est un aveu de faiblesse... Mais on continue d'appliquer les directives de Bercy, comme vous aimez à nous le répéter, on réorganise, restructure, avec comme seul but de pouvoir supprimer encore plus d'emplois, démanteler le réseau, et fragiliser le Service Public !

En revanche comme on le constate dans les documents, on souhaite recourir à l'apprentissage ! 294 apprentis à la DG en septembre 2016, et bien sûr la DDFIP 07 saute sur l'occasion pour recruter des jeunes diplômés (bac+2) à bas prix ! Pourquoi ne pas rajouter encore un peu de précarité, et de voile sur le statut !

Face à des taux de grève importants (près de 37 % le 31 mars, près de 32 % le 14 juin plus fort taux à la DGFIP), la Direction fait la sourde oreille et botte en touche lorsque nous demandons à ce que désormais les chiffres des résultats locaux soient publiés sur Ulysse 07. Belle démonstration de Dialogue Social.

On ne revient pas sur la venue de la déléguée Interrégionale dont la présence avait été tenue secrète par la Direction, alors que dans d'autres inter-régions les OS sont prévenues....

Pour finir sur une note positive, Madame la Présidente :

- sachant que c'est votre dernier Comité Technique Local ;
- sachant que vous avez toujours répété que vous portiez le territoire ardéchois dans votre cœur ;
- sachant que vous allez retrouver prochainement votre « liberté de penser » ;

nous vous apportons un bulletin d'adhésion ainsi qu'un badge de la CGT Finances Publiques.

Il n'est jamais trop tard pour nous rejoindre dans les luttes.

Il n'est jamais trop tard pour défendre les emplois publics en Ardèche après des années de destruction.

Nous vous souhaitons « Bon vent et ... bienvenue ! ».

Les élus CTL,

**Pierre THOMBRAU
David AUTHEVILLE
François SOUBEYRAT
Julien PETIT**